Gourbin (Patrice), Les Monuments historiques de 1940 à 1959. Administration, architecture, urbanisme

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 286 p.

Nicolas Lefort

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1713>

DOI : 10.4000/alsace.1713

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2012

Pagination : 405-408

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Nicolas Lefort, « Gourbin (Patrice), Les Monuments historiques de 1940 à 1959. Administration, architecture, urbanisme », *Revue d'Alsace* [En ligne], 138 | 2012, mis en ligne le 01 octobre 2012, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1713> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.1713>

sur le programme. Il montre l'intérêt du Corbusier pour les « tréteaux nus » qui le conduisit à envoyer à Germain Muller, adjoint de Pflimlin, des plans d'un « théâtre spontané » espérant séduire le poète et chansonnier. Il évoque le développement contemporain des « maisons de la culture » qui fit évoluer le projet vers une « Maison des congrès et de la culture ». Il expose les recherches faites en vue de la polyvalence des salles, la participation de l'acousticien José Bernhardt, celle de Jacques Poliéri pour l'animation lumineuse... Mais il est frappant de voir que de la première esquisse au projet achevé, la forme demeure. Le Corbusier impose d'emblée des solutions architecturales et plastiques formulées pour le Visual Art Center de Cambridge. Aussi, arrivé au terme de ce récit, aimerait-on voir évaluer l'impact de ce « nouveau programme » dans la conception. Le projet du Palais des Congrès de Strasbourg ne s'explique-t-il pas plus par l'expression architecturale de Le Corbusier que par la nature de cette commande ? Ne pourrait-on pas même penser que l'indifférence de l'architecte à son égard a été l'une des raisons de l'échec de ce projet ?

1. Blanchard (Christine), *La mise en place d'un équipement culturel : le Palais de la Musique et des congrès de Strasbourg*, Université de Strasbourg, 1991, 98 p. (non mentionné par R. Klein).
2. Claude, Nadine et Losa, J.-M., *Le palais des congrès de Strasbourg*, École d'architecture de Strasbourg, 1977, 158 p.

Anne-Marie Châtelet

GOURBIN (Patrice), *Les Monuments historiques de 1940 à 1959. Administration, architecture, urbanisme*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 286 p.

L'histoire du service français des Monuments historiques est en cours d'écriture. La thèse récente d'Arlette Auduc sur *Le service des Monuments historiques de 1830 à 1940* (à paraître en 2008) et l'ouvrage de Xavier Laurent sur *la Grandeur et misère du patrimoine d'André Malraux à Jacques Duhamel (1959-1973)* (paru en 2003) ont posé les premiers jalons. La thèse de Patrice Gourbin vient compléter utilement ces travaux pour la période allant de la défaite de 1940 à la création du ministère des Affaires culturelles en 1959.

La période considérée possède une certaine unité : la politique des hommes nommés par le régime de Vichy n'est pas fondamentalement remise en cause par leurs successeurs à la Libération, et il faut attendre 1959 et le tournant Malraux pour voir une nouvelle génération leur succéder.

Par ailleurs, les périodes de l'Occupation et de la Reconstruction constituent deux moments-clés dans l'histoire du service des Monuments historiques, le premier par l'ampleur de la réflexion et de l'évolution administrative, et le second par celle des interventions concrètes.

En 1940, l'architecture est encore perçue comme un vecteur de domination et d'expansion. Par conséquent, l'État doit y jouer un rôle important et posséder un grand service d'architecture capable de servir de modèle, d'encourager la création, et de contrôler la construction. Nommé à la direction des Beaux-Arts en juillet 1940, l'historien de l'architecture Louis Hautecoeur entreprend immédiatement de constituer une direction de l'Architecture regroupant les services des Bâtiments civils et Palais nationaux d'une part, et celui des Monuments historiques d'autre part. Afin de pouvoir contrôler l'ensemble des bâtiments de l'État sur le terrain, la direction de l'Architecture crée des agences locales d'architecture, les agences des Bâtiments de France (décrets de 1946), qui s'inspirent largement de l'organisation alsacienne-lorraine de la période du *Reichsland*. Les architectes chefs d'agence sont fonctionnaires et sont chargés de l'entretien des bâtiments classés. Cette grande réforme est complétée en 1948 par la création des premières conservations régionales des Bâtiments de France, désormais en charge de l'élaboration des programmes de travaux. Ainsi, agences et conservations des Bâtiments de France réduisent les pouvoirs discutés des architectes en chef des Monuments historiques.

L'invasion allemande de 1940, puis les bombardements alliés et les combats de la Libération causent d'importantes destructions urbaines. Les services de la Reconstruction sont complètement réorganisés et se rapprochent de ceux en charge de l'Urbanisme. Dans un premier temps, architectes en chef des Monuments historiques et urbanistes partagent la même doctrine conservatrice et la même préoccupation pour les centres anciens qu'il faut assainir et moderniser tout en conservant leur aspect. Les Monuments historiques restaurent les façades, tandis que les services de la Reconstruction se chargent des intérieurs. Mais à partir de 1950, le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme encourage les nouvelles formes architecturales (barres et tours) et une nouvelle organisation urbaine (fin des « îlots »). Le seul outil du service des Monuments historiques pour contrôler la reconstruction des centres anciens est la loi du 25 février 1943 sur les « abords » qui se révèle alors notoirement insuffisante. La direction de l'Architecture espérait que les monuments serviraient de modèles aux reconstruteurs. Dans la réalité, le fossé se creuse entre patrimoine et architecture contemporaine.

Les mesures de protection connaissent une expansion quantitative, mais non qualitative. Le nombre de monuments classés et inscrits augmente fortement durant la période. Cette augmentation est le fait d'une volonté du service des Monuments historiques de protéger et d'intervenir sur le plus grand nombre d'édifices possible. D'un point de vue qualitatif, les nouvelles protections sont plus souvent dictées par leurs conséquences financières que par l'intérêt réel des édifices. En outre, le service des

Monuments historiques hésite à étendre son champ d'intervention à de nouveaux patrimoines : les édifices du XIX^e et XX^e siècles, le patrimoine industriel et les monuments folkloriques sont encore laissés de côté. Par ailleurs, le service se montre réticent à l'idée d'un « classement régional » et s'oppose à celle des « listes de priorités » malgré la pénurie des crédits. À la Libération, le service entend limiter le nombre des monuments commémoratifs et en contrôler la construction. Seuls les sites d'Oradour-sur-Glane, de Natzwiller-Struthof et les plages du débarquement de Normandie sont protégés au titre des Monuments historiques.

Le service des Monuments historiques cherche également à mieux connaître les monuments. En 1944, il lance le Recensement des monuments anciens, qui devait aboutir à la constitution d'un « casier archéologique », et encourage l'élaboration de plans archéologiques de villes, mais la lenteur du travail les rend inutiles dans l'optique de la reconstruction.

Le déclenchement du deuxième conflit mondial pose des problèmes d'une ampleur sans précédent au service des Monuments historiques. Dès 1935, le service prépare les mesures de « défense passive » : les vitraux sont déposés, les parties sculptées les plus intéressantes sont protégées par des sacs de sable, des mesures sont prises contre l'incendie, et les objets et œuvres d'art sont évacués. La « drôle de guerre » constitue une chance pour le service, en lui laissant le temps de mener à bien toutes ces opérations, qui ne sont toutefois que partielles et sélectives. Le souvenir de la « barbarie allemande » est encore bien vivant en 1939, mais les destructions volontaires de monuments sont réduites, en partie grâce à l'action du service allemand de protection des monuments : le *Kunstschutz*. À la Libération, les alliés se dotent eux aussi d'un tel service. Toutefois, de nombreux édifices souffrent des réquisitions. Après les combats, les difficultés sont multiples. Les dommages de guerre sont pris en charge par le seul service des Monuments historiques (loi du 12 juillet 1941) mais l'argent manque.

Les architectes en chef des Monuments historiques n'hésitent pas à reconstruire les monuments à partir de presque rien : pour eux, l'architecture est un art reproductible à partir du moment où il existe une documentation suffisante. Les travaux de reconstruction sont l'occasion d'« améliorer » les monuments d'un point de vue esthétique, technique ou archéologique. Le souci d'authenticité n'est pas toujours respecté par les architectes en chef qui profitent parfois de l'occasion pour reconstituer un état idéal ou antérieur. Certains éléments sont simplifiés afin de faire des économies. Le choix des matériaux est déterminé par leur solidité, car les restaurations doivent être les plus durables possible. Pour les vitraux, le service encourage la création contemporaine pour remplacer ceux du XIX^e siècle jugés de mauvais goût. Enfin, le service s'inquiète de la réception de la reconstruction par l'opinion et organise expositions

et conférences, utilise les médias (films, campagnes de presse) pour faire connaître son action.

Le dernier aspect développé par l'auteur est celui de la « vie » dans les monuments. Le meilleur moyen de conserver un monument est de lui trouver une utilité sociale. Une préoccupation majeure du service des Monuments historiques est par conséquent de trouver une utilisation convenable aux monuments. Dans la mesure du possible, le service évite l'utilisation des monuments comme hôpitaux ou comme usines et privilégie les affectations culturelles (lieux de rencontres, de festivals), mais les choix du service sont toujours pragmatiques. Il s'attache également à mettre en valeur les monuments, en organisant leur visite, en créant les premiers sons et lumières (1952) qui connaissent un certain succès.

Ainsi, le mérite de la thèse de Patrice Gourbin est d'avoir montré que les Monuments historiques ne forment pas un champ clos, isolé de l'architecture contemporaine, mais participent activement à la modernité. Ils constituent des objets politiques et sont une image de leur temps. Enfin, il convient de souligner la richesse de l'illustration, composée de nombreuses photographies et dessins, dont la plupart sont de l'auteur.

Nicolas Lefort

Glanes

LAVATER (Hans Rudolf), « *Lignea Aetas*. Der Bieler Dekan Jakob Funcklin und die Anfänge der „Holzsparkunst“ (1555-1576) », in : Ulrich Gäbler, Martin Sallmann & Hans Schneider, éd., *Schweizer Kirchengeschichte - neu reflektiert. Festschrift für Rudolf Dellsperger zum 65. Geburtstag* (Basler & Berner Studien zur historischen & systematischen Theologie, 73), 2011, 63-145.

Vers le milieu du XVI^e siècle, sous l'effet d'une raréfaction du bois (réelle ou prétendue, l'auteur en discute), on s'efforce d'améliorer le rendement calorique des poêles de chauffage et des fourneaux de cuisine, en combinant à l'occasion les deux appareils. F. J. Fuchs (« Recherches techniques au XVI^e siècle. De quelques essais de réduction de consommation de bois à Strasbourg », in : Uwe Bestmann et al., éd., *Hochfinanz, Wirtschaftsräume, Innovation, Festgabe für Wolfgang v. Stromer*, 1987, III, 1099-1114) a pointé le rôle de Strasbourgeois dans ces tentatives. Lavater, reprenant le sujet de façon très approfondie, souligne la place qui revient à des protestants de Constance réfugiés en Suisse après la conquête de la ville par les Habsburg en 1548 : Zwick, l'« inventeur », et Funklin, qui se fait le propagandiste et le commis-voyageur de son système. Ils en viennent à s'associer à leur